PETRA EHM-SCHNOCKS

»L'EMPEREUR NE DOIT PAS ÊTRE UN NON-ALLEMAND«

Charles le Téméraire, Frédéric III et l'Empire

Vers la fin du XV^e siècle, les rapports entre l'empereur et les princes d'Empire font bien ressortir la double nature de l'Empire qui devait sans cesse redéfinir ses frontières, externes et internes. Ce processus se déroulait toujours en fonction des constellations politiques du moment. Dans les relations avec Charles le Téméraire se manifeste pour la première fois dans l'histoire de l'Empire, selon l'avis général des historiens, un appel, consciemment propagandiste, à un patriotisme impérial de nuance allemande qui trouva un écho certain, surtout dans les villes. Ce faisant, on ignorait allègrement que le duc de Bourgogne était lui aussi membre de l'Empire¹.

La proximité avec la politique de l'empereur était déterminante quand il s'agissait de définir dans quelle mesure la communication d'un prince d'Empire avec la cour impériale s'en tenait aux usages en matière d'échanges diplomatiques. Cette proximité devait, comme évoqué, être sans cesse renégociée. L'empereur savait fort bien, pour sa part, faire peser dans la balance de ses ambitions dynastiques tout le poids de sa dignité impériale. Comme il entrait alors en concurrence avec les autres princes d'Empire, il y avait toujours une rivalité au moins latente. Ceci nous fournit, au-delà d'états de fait tels que l'étendue géographique de l'Empire et les différences culturelles et économiques en découlant, une raison importante permettant d'expliquer que, pour une occasion donnée, seule une proportion fluctuante des membres de l'Empire faisait corps derrière l'empereur².

¹ Claudius SIEBER-LEHMANN, *Spätmittelalterlicher Nationalismus: Die Burgunderkriege am Oberrhein und in der Eidgenossenschaft*, Göttingen 1995 (Veröffentlichungen des Max-Planck-Instituts für Geschichte, 116), p. 251–300; Eberhard ISENMANN, *Kaiser, Reich und Deutsche Nation am Ausgang des 15. Jahrhunderts*, dans: Joachim EHLERS (dir.), *Ansätze und Diskontinuität. Deutscher Nationsbildung im Mittelalter*, Sigmaringen 1989, p. 158; Alfred SCHRÖCKER, *Die Deutsche Nation. Beobachtungen zur politischen Propaganda des ausgehenden 15. Jahrhunderts*, Lübeck 1974, p. 42–44, 104sq. Pour Charles le Téméraire, voir maintenant Henri DUBOIS, *Charles le Téméraire*, Paris 2004.

² Voir Peter MORAW, *Die Entfaltung der Territorien im 14. und 15. Jahrhundert*, dans: Gabriel SILAGI (dir.), *Landesherrliche Kanzleien im Spätmittelalter*, Munich 1983, p. 90sq.

Si des violentes controverses venaient à caractériser la relation de l'empereur avec un des puissants princes d'Empire, comme dans le cas du comte palatin du Rhin, alors, ces relations ne se distinguaient que peu, de part et d'autre, des relations avec un prince n'appartenant pas à l'Empire. Toutefois, même un Wittelsbach ne put jamais faire abstraction de ce que Peter Moraw appelle »l'avance irrattrapable en légitimité«³ de l'empereur qui refusa jusqu'au bout de lui concéder le fief du comté de Palatinat. Frédéric le Victorieux se retrouvait là en illustre compagnie: face à Frédéric III, nous retrouvons, dans une situation analogue, Mathias Corvin, les Sforza et, non des moindres, Charles le Téméraire. L'empereur les considérait tous, pour une raison ou pour une autre, comme des parvenus contre la puissance militaire desquels il se trouvait, certes, largement démuné mais qu'il pouvait tôt ou tard asservir aux intérêts habsbourgeois en vertu de leur déficit en matière de légitimité⁴.

Charles le Téméraire avait en plus à affronter ce même problème dans deux directions opposées. C'est que le roi de France tolérait encore beaucoup moins que l'empereur, ce vassal aspirant à sa propre souveraineté et que, en outre, d'après tout ce que nous en savons, il le détestait personnellement⁵.

La puissance médiata de Bourgogne cherchait à obtenir, par tous les moyens politiques, militaires et idéologiques à sa disposition, une position souveraine. C'est ainsi que, au plus tard depuis Philippe le Bon, on observe à la cour de Bourgogne des tendances visant à se réclamer, pour ses ducs, d'une généalogie autonome remontant à l'Antiquité afin de refouler à l'arrière-plan l'étroite relation existant entre la maison de France et les ducs de Bourgogne. Charles le Téméraire et son entourage élaborèrent à partir de là une idéologie, basée sur des modèles antiques et sous-tendant une souveraineté légitime en contournant toutes les instances légitimantes laïques, en-dehors ou au-dessus du duc, et en reliant directement le pouvoir juridique et souverain du duc à la mission divine⁶.

Dans les considérations suivantes, je m'intéresserai aux tentatives de faire légitimer le caractère souverain de la Bourgogne par l'empereur. Le fait que le

³ Id., *Von offener Verfassung zu gestalteter Verdichtung. Das Reich im späten Mittelalter 1250–1490*, Berlin 1985, p. 384sq.

⁴ Ibid., p. 381; Paul-Joachim HEINIG, *Verhaltensformen und zeremonielle Aspekte des deutschen Herrscherhofes am Ausgang des Mittelalters*, dans: Werner PARAVICINI (dir.), *Zeremoniell und Raum*, 4. Symposium der Residenzen-Kommission der Akademie der Wissenschaften in Göttingen, Sigmaringen 1997 (*Residenzenforschung*, 6), p. 73.

⁵ Jean-Marie CAUCHIES, *Louis XI et Charles le Hardi. De Péronne à Nancy (1468–1477): le conflit*, Bruxelles 1996 (*Bibliothèque du Moyen Âge*, 8), p. 139–142.

⁶ Petra EHM-SCHNOCKS, »Très invaincu César« – Antikenrezeption am burgundischen Hof unter Philipp dem Guten und Karl dem Kühnen, dans: Rudolf SUNTRUP, Jan R. VEENSTRA, Anne BOLLMANN (dir.), *The Mediation of Symbol in Late Medieval and Early Modern Times – Medien der Symbolik in Spätmittelalter und Früher Neuzeit*, Francfort/M. 2005 (*Medieval to Early Modern Culture; Kultureller Wandel vom Mittelalter zur Frühen Neuzeit*, 5), p. 275–295.

Bourguignon se soit alors retrouvé confronté non seulement à Frédéric III mais à tout ce qui faisait l'Empire, le *Reich*, à la fin du XV^e siècle, a finalement fait capoter cette entreprise.

La conférence entre Frédéric III et Charles le Téméraire en octobre et novembre 1473 a constitué, en un certain sens, le point culminant des relations entre l'empereur et le duc. Mais son déroulement et son résultat ne peuvent naturellement se comprendre que dans le cadre élargi de la politique impériale de la cour de Bourgogne. L'accent portera alors sur certains aspects de la pratique diplomatique des Bourguignons qui reflétaient, pour une grande part, des partis-pris proto-nationaux, dus aussi à l'appartenance linguistique, et qui avaient déjà, à la fin du XV^e siècle, une certaine tradition derrière eux. Ceci est illustré, au-delà des échanges de délégations et de la politique des présents offerts, par les chroniques bourguignonnes et les déclarations du duc Charles le Téméraire lui-même qui nous ont été transmises. Elles donnent un aperçu de l'image que l'on se faisait à la cour de Bourgogne des voisins vivant dans l'Empire.

L'historiographie bourguignonne sous Philippe le Bon et Charles le Téméraire reflète, jusqu'à un certain point, et avec la sanction ducale, la vision qu'avait la cour d'elle-même dans ses rapports avec l'Empire. Les relations de vassalité existant envers l'Empire étaient, en accord avec la politique suivie, largement ignorées, voire même contestées par les chroniqueurs. Les idées que l'on se faisait du déroulement de l'élection du roi des Romains restaient très floues, et on ne faisait pas non plus une très nette différence entre monarchie et dignité impériale. Par contre, la conscience de l'universalité de la dignité impériale et de son droit de conduire la chrétienté était très fortement présente⁷.

Les chroniqueurs bourguignons, de même que bien des chroniqueurs français, aimaient à opposer à cette prétention la réalité des relations à la fois à l'intérieur de l'Empire et face à la personnalité de l'empereur. Le voyage de Philippe le Bon à la diète impériale de Ratisbonne en 1454 a fourni bien des occasions de faire ressortir le contraste opposant la magnificence et le faste bourguignons à la pauvreté des princes d'Empire mais surtout aussi celle de l'empereur⁸. La supériorité réelle du duc résidait toutefois, du point de vue de

⁷ Johan HUIZINGA, *Burgund. Eine Krise des romanisch-germanischen Verhältnisses*, Tübingen 1953, p. 20; Michael ZINGEL, *Frankreich, das Reich und Burgund im Urteil der burgundischen Historiographie des 15. Jahrhunderts*, Sigmaringen 1995 (Vorträge und Forschungen, Sonderband 40), p. 55sq., 69, 234–236. Voir aussi Petra EHM, *Burgund und das Reich. Spätmittelalterliche Außenpolitik am Beispiel der Regierung Karls des Kühnen*, Munich 2002 (Pariser Historische Studien, 61), p. 299–302.

⁸ Werner PARAVICINI, *Philippe le Bon en Allemagne (1454)*, dans: *Revue Belge de philologie et d'histoire* 75 (1997), p. 977–982, 988; Heribert MÜLLER, *Kreuzzugspläne und Kreuzzugspolitik des Herzogs Philipp des Guten von Burgund*, Göttingen 1993 (Schriften der Historischen Kommission bei der Bayerischen Akademie der Wissenschaften, 51), p. 64–71; Petra EHM, *Der reisende Hof und die Gabe. Zur Geschenkpraxis Philipps des Guten auf sei-*

ses historiographes, dans sa volonté de mener une croisade contre les Turcs. Sur ce point, l'empereur se démettait totalement d'une de ses missions les plus essentielles et préférait, d'après Du Clercq, rester chez lui auprès de sa femme, parce qu'il n'était pas d'humeur à guerroyer et n'était pas un chevalereux en armes. Quel jugement eût pu être plus anéantissant aux yeux de ses contemporains? Chastellain enfonçait le clou en accusant Frédéric d'avoir déconsidéré le prestige de sa fonction par le vice au lieu de l'amplifier par la vertu. Molinet concrétise encore davantage ce reproche en expliquant la perte en prestige de l'empereur par sa nature non belliqueuse⁹.

Une fois l'empereur discrédité dans la conscience des Bourguignons, ces derniers avaient alors le champ libre pour souligner combien leur propre duc était tellement plus apte à conduire les chrétiens. On disposait là d'un prince qui s'engageait activement pour la croisade et qui était en mesure de puiser dans ses riches domaines les moyens nécessaires. En outre, Charles le Téméraire se voyait comme un chef de guerre dans la lignée de la tradition antique, avec des vertus et des capacités qui, déjà à elles seules, le plaçaient au-dessus de l'indolent empereur. C'est en toute logique que Chastellain discernait à son duc le titre d'Auguste qu'il méritait, comme les empereurs romains, du fait de ses propres mérites. Le duc était même tout simplement contraint de prendre, dans l'intérêt de la chrétienté, le relais d'un empereur passif. Olivier de la Marche poursuivait ce raisonnement en disant qu'une monarchie élective était par principe de moindre valeur et l'Empire »allemand« (il parle d'empereur d'Allemagne) était de ce fait moins prestigieux que le byzantin¹⁰.

L'idée d'élection et le principe de consensus des princes électeurs n'étaient ni compris ni acceptés par la cour de Bourgogne. À cela venait s'ajouter la conviction, déjà traditionnellement ancrée, de l'infériorité culturelle des Allemands, point sur lequel la cour de Bourgogne s'accordait avec les Français. On ne mentionnera ici que les récits de Commynes et ceux d'une ambassade bourguignonne envoyée en pays haut-rhénan qui se gaussaient des coutumes et manières barbares de leurs hôtes et invités autour d'une table¹¹.

ner Reise 1454 in das Reich, dans: Ulf-Christian EWERT, Stephan SELZER (dir.), *Ordnungsformen des Hofes*, Kiel 1997 (Mitteilungen der Residenzen-Kommission der Akademie der Wissenschaften zu Göttingen, Sonderheft 2), p. 67–76.

⁹ ZINGEL, Frankreich, das Reich und Burgund (voir n. 7), p. 118 (Du Clercq), p. 156–158, 160 (Chastellain), p. 178sq. (Molinet). Voir aussi la lettre de l'ambassadeur impérial à la cour française Philipp Hirsborn (Hirschhorn) du 11/9/1475, dans: SIEBER-LEHMANN, Spätmittelalterlicher Nationalismus (voir n. 1), p. 352.

¹⁰ ZINGEL, Frankreich, das Reich und Burgund (voir n. 7), p. 160sq. (Chastellain), p. 214sq. (de la Marche), et EHM-SCHNOCKS, »Très vaincu César« (voir n. 6). Voir aussi Paris BNF Ms fr 5365 fol. 47r–51v.

¹¹ HUIZINGA, Burgund (voir n. 7), p. 17–18; Philippe de Commynes, *Mémoires*, éd. par Joseph CALMETTE, G. DURVILLE, vol. 1, Paris 1924, p. 140. Ambassade bourguignonne: Richard VAUGHAN, *Charles the Bold*, Londres 1973, p. 89–91.

C'est sur cette toile de fond que se pose la question de l'attitude personnelle de Charles qui avait grandi dans cette ambiance. Le fait que ses déclarations en ce sens datent essentiellement des années suivant la conférence de Trèves impose la prudence quant à leur généralisation. On y dénote nettement une amertume face à l'échec de ses visées royales et impériales. On trouvera les informations les plus abondantes dans les rapports de l'envoyé milanais Panigarola qui se trouvait en 1475 et 1476 dans la suite du duc et qui tenait en permanence son maître Galeazzo Maria Sforza informé de tous les faits et gestes de Charles. Devant Panigarola, Charles s'exprimait tout à fait ouvertement et en termes méprisants à propos de l'empereur et des Allemands: il avait peu d'estime pour eux et Frédéric était *questo vile imperatore* même pas capable de financer le moindre soldat¹². Ces jugements étaient émis à une époque où Charles, à la fin du siège de Neuss, se retrouvait déjà en pleines négociations avec l'empereur en vue du mariage de Marie et Maximilien. Le duc n'était pas non plus encouragé à un peu plus de modestie par le comportement de quelques mercenaires allemands qui, après la conclusion de la paix de Neuss dans le sillage de la fraternisation générale, non coutumiers de tant de faste, se prosternèrent devant le duc assis sur son trône comme s'il était »un nouveau saint«, selon la formule de Panigarola¹³.

Aux yeux de Charles, de même qu'à ceux des historiographes bourguignons, l'empereur se caractérisait par une faiblesse financière et militaire qui était assimilée à un manque de courage personnel. Ce ton éminemment méprisant s'est probablement surajouté après la déception de Trèves mais on dénote déjà un sentiment de supériorité prononcé dans la manière de se présenter à la conférence de Trèves.

Le dédain envers le chef de l'Empire allait de pair avec une profonde ignorance de l'ordre juridique impérial. Dans une lettre au duc Jean de Clèves qui, en 1474 pendant la guerre de Neuss, balançait entre sa loyauté envers son allié bourguignon et la convocation de l'empereur liée au risque de bannissement, Charles était on ne peut plus clair. Le duc Jean devait tout simplement ignorer la chose, comme Charles nommait la convocation impériale, et ne même pas répondre à l'empereur. Comme explication, il suffisait de se dire que l'alliance avec les Bourguignons avait priorité face aux devoirs de prince d'Empire. La même conviction présidait aussi au rudolement des cités impériales sous do-

¹² Panigarola à Galeazzo Maria, 31/5/1475-4/6/1475, Neuss, Carteggi diplomatici fra Milano sforzesca e la Borgogna, éd. par Ernesto SESTAN, 2 vol., Rome 1985-1987, vol. 1, n° 304, p. 515sq. Panigarola à Galeazzo Maria, 19/10/1475, camp devant Epinal, Carteggi, vol. 2, n° 360, p. 84. Panigarola à Galeazzo Maria, 26/10/1475, Nancy, *ibid.*, n° 363, p. 95.

¹³ »[...] gittandosi a terra e orandolo como fosse un novo sancto trovato«, Panigarola à Galeazzo Maria, 4/6/1475, Neuss, Carteggi (voir n. 12), vol. 1, n° 306, p. 527sq.

mination bourguignonne qui souhaitaient se soustraire aux efforts de centralisation de la part de cette dernière en arguant de leur immédiateté à l'Empire¹⁴.

Ce phénomène se retrouve dans la pratique des ambassades bourguignonnes envoyées dans l'Empire. Lorsque l'on compare le faste déployé par Charles pour entretenir ses relations avec les cours anglaise, française, italienne et espagnole, avec celui de ses ambassades vers l'Empire, la différence saute aux yeux. La faible estime accordée par le Bourguignon aux cours de l'Empire en raison de leur manque de capital matériel et symbolique, il la manifestait par des délégations restreintes, peu prestigieuses et avec peu de dons. Certes, avec Antoine de Montjeu et Antoine Haneron, le comte Jean de Nassau et le margrave Rudolf de Baden-Hachberg, ce sont des gens d'expérience, tout à fait versés dans les affaires de l'Empire qui étaient envoyés. Mais, justement pour ce qui est des affaires centrales de la politique ducale, les comtes Jean et Rudolf n'étaient pas disponibles; et les ambassades envoyées à l'empereur n'étaient pas adéquatement équipées en fonction de leur objet, ni en nombre ou en rang des ambassadeurs ni en valeur des présents. L'ensemble de l'influente noblesse aulique romane, brillait, dans la politique impériale, par son absence, fait frappant surtout si on compare avec les contacts avec l'Angleterre, la France et l'Italie. À ces cours-là, Charles, pourtant économe, dénouait largement les cordons de sa bourse pour gagner à sa cause l'entourage des souverains par des attentions de toute sorte. Dans l'Empire par contre, Charles n'honorait de gestes analogues que le comte palatin qui, lui, ne pouvait justement pas l'aider dans ses prétentions à la dignité impériale. On ne peut attester le moindre petit présent pour un quelconque autre prince de l'Empire, si ce n'est une offre pécuniaire isolée proposée à l'archevêque de Mayence en 1469 pour le cas où Charles serait élu roi. Ni la somme fut versée sur-le-champ ni on s'est donné la peine de manifester un niveau d'estime symbolique par des présents de valeur. Le duc n'était pas plus disposé à gagner la sympathie de la cour impériale en lui offrant, de manière ciblée, d'assez grosses sommes, ce à quoi elle était tout à fait sensible¹⁵.

Et pourtant, il ne manquait pas à la cour de nobles et de conseillers à s'être spécialisés, en tant qu'ambassadeurs, dans les questions d'Empire mais on ne saurait parler d'une utilisation systématique de leur savoir et de leur expérience. Pour Trèves, Jean Schneider a parlé des Bourguignons comme de »juristes peu familiarisés avec les réalités allemandes, moins encore avec

¹⁴ EHM, *Burgund und das Reich* (voir n. 7), p. 68sq.; VAUGHAN, Charles (voir n. 11), p. 10, 24, 37, 95–97; Henny GRÜNEISEN, *Die westlichen Reichsstände in Auseinandersetzung zwischen dem Reich, Burgund und Frankreich bis 1473*, dans: *Rheinische Vierteljahrsblätter* 26 (1961), p. 43sq.

¹⁵ EHM, *Burgund und das Reich* (voir n. 7), p. 261–284.

l'anarchie institutionnelle du Saint-Empire»¹⁶. Ce manque de savoir n'était absolument pas inévitable et aurait pu aisément, avec des efforts bien ciblés, faire place à une politique bien informée.

L'absence de la noblesse romano-bourguignonne dans la politique impériale se répercute dans les partitions de la cour. La grande majorité de la noblesse de cour, sous la conduite du chancelier Hugonet et du bâtard Antoine était attachée à la culture et à la langue françaises et par conséquent à la compréhension de pouvoir qui y correspondait. Nous avons connaissance d'une critique incontestable des ambitions du duc dans l'Empire qui émanait de Guy de Brimeu, un familier de longue date de Charles. Ce groupe dominant se trouvait pour l'essentiel confronté à Antoine Haneron et Peter von Hagenbach qui avaient déjà mené leur propre politique dans le procès de la ville de Cologne contre le comptoir de Bruges, votaient depuis 1469 pour une attitude agressive face aux Confédérés et aux villes du Haut-Rhin et rejetaient l'alliance avec Milan. Ils s'efforçaient, même si ce fut finalement un échec, d'étendre la domination de la Bourgogne dans l'Empire et de faire monter le duc dans la hiérarchie¹⁷.

C'est sur cette toile de fond que nous allons maintenant voir de plus près le déroulement de la conférence de Trèves. On retrouvera au cœur des préoccupations le rapport entre la magnificence ducale, les détails cérémoniels et la relation du duc avec l'empereur et avec les princes d'Empire présents ou représentés.

Le projet de faire élire Charles roi des Romains et empereur, après la mort de Frédéric III, et ce, avant Maximilien, avait été pour l'essentiel lancé depuis 1469 par le duc Sigmund du Tyrol qui s'en promettait une aide militaire des Bourguignons contre les Confédérés Suisses. Les négociations afférentes eurent pour l'heure un point culminant et un point final à la conférence de Trèves¹⁸.

Les entretiens, dont le caractère changea plusieurs fois de manière significative, durèrent du 30 septembre au 25 novembre 1473. La première semaine fut marquée par les événements de représentation publique et les apparitions fastueuses du duc. Elle se clôtura le 7 octobre par un festin spectaculaire que Charles organisa dans le couvent Saint-Maximin. Le lendemain, le mode de la rencontre changeait radicalement. Les entretiens secrets intenses entre les deux souverains et leurs proches sur les réels objets de la négociation des projets matrimoniaux et la royauté débutaient, tandis que la suite était divertie par des tournois. Même les envoyés du prince électeur Albrecht Achilles n'eurent plus connaissance, à partir du festin du 7 octobre, que des séances publiques qui

¹⁶ Jean SCHNEIDER, Un conseiller des Ducs de Bourgogne: Georges de Bade, Évêque de Metz (1459–1484), dans: Cinq-centième anniversaire de la Bataille de Nancy 1477, Nancy 1977, p. 318.

¹⁷ EHM, Burgund und das Reich (voir n. 7), p. 257–268.

¹⁸ Ibid., p. 118–129.

avaient lieu une fois par semaine et au cours desquelles on continuait à débattre de la question turque, de la concession de fiefs à Charles et de sa réconciliation avec la France. Les participants venus de l'Empire étaient visiblement agacés par le caractère secret des tractations.

Le 23 octobre, Charles mit un terme au déroulement poussif des négociations par l'exposé public de quatre exigences. Elles concernaient la concession du fief de Savoie, la levée du ban impérial sur les sujets hollandais, l'amnistie pour le comte palatin et la concession du fief de Gueldre à Charles. Royaume bourguignon ou couronne impériale ne furent pas évoqués devant le grand public. Pressé par Charles, l'empereur promit, certes, de répondre bientôt, mais la suite des négociations se déroula visiblement de manière décevante et, le 31 octobre, Charles se prépara à partir mais l'empereur, comme escompté, le retint¹⁹.

Il s'ensuivit d'intenses négociations qui aboutirent le 6 novembre au point culminant de la conférence aux yeux de l'extérieur, soit la concession à Charles du fief du duché de Gueldre²⁰. Sur le plan interne, ces journées furent déterminées par la lutte pour obtenir l'accord des princes électeurs en vue du couronnement du duc comme roi de Bourgogne et/ou de Frise en incluant d'importants fiefs impériaux. Le 5 novembre, les conseillers brandebourgeois et les princes électeurs de Mayence et de Trèves refusèrent leur accord à l'empereur et renvoyèrent, vu la portée de cette affaire, à la diète impériale à venir et à la convention électrice (*Kurverein*). Ce sur quoi, l'empereur exécuta la concession au duc des fiefs de Gueldre et Zutphen et décida, dans l'exercice de ses pleins pouvoirs, de le faire roi dans les jours suivants. Mais ce fut alors Charles qui recula de lui-même, ne voulant pas accepter de prendre la couronne contre la résistance des princes électeurs qui lui exposèrent d'ailleurs personnellement leur refus le 8 novembre.

Après cette césure, à peine perceptible de l'extérieur, les entretiens durèrent encore jusqu'au 25 novembre. On arrêta à diverses reprises une date pour le couronnement imminent de Charles comme roi mais l'échec répété semble avoir définitivement envenimé l'atmosphère. Les princes et l'empereur s'entendirent, contre la volonté du Bourguignon, sur un report des négociations à l'année suivante. Finalement, au matin du 25 novembre, l'empereur partit, sans même attendre le duc qui l'avait suivi²¹.

Comme déjà évoqué, la majeure partie des fastes du cérémonial se concentra sur la première semaine. On peut se faire une idée approximative du luxe déployé dans les vêtements lors des grands événements de la première semaine

¹⁹ Ibid., p. 132–135.

²⁰ Pour les relations entre la Bourgogne et le duché de Gueldre, voir maintenant Gerard Nijstén, *In the shadow of Burgundy: the court of Guelders in the late Middle Ages*, Cambridge 2004 (Cambridge Studies in Medieval Life and Thought 4, 58).

²¹ EHM, *Burgund und das Reich* (voir n. 7), p. 168–188.

par les inventaires de l'argenter Nicolas de Gondeval et de Gérard Loyet, orfèvre de la cour.

C'est surtout la profusion de bijoux arborée par le duc qui provoqua chez les spectateurs de l'Empire à la fois admiration et stupeur. Loyet avait exécuté pour les vêtements de Charles des ornements qui avaient nécessité une immense quantité de perles et de pierres précieuses. Un des résultats de ce grand art a été décrit par les envoyés brandebourgeois qui ont vu Charles vêtu d'un habit de velours noir que le duc portait sous un manteau tissé d'or et qui était depuis les emmanchures jusqu'au sol, brodé de guirlandes de perles, diamants, saphirs et rubis.

La pièce la plus spectaculaire, Charles l'a portée lors de sa première rencontre avec l'empereur. Il s'agissait d'un manteau brodé de 23 gros rubis, 1 400 grosses perles et plus de trois onces d'or. Ce manteau illustre parfaitement la valeur que le duc attachait à son propre équipement car, sur la route de Trèves, rien de moins que cette merveille avait été oubliée à Luxembourg. Charles fit aussitôt arrêter tout le convoi bourguignon dans la plaine devant Trèves pour qu'on aille la quêrir. Même l'arrivée de l'archevêque de Trèves ne put inciter le duc à se présenter devant l'empereur sans le fastueux manteau. Une fois arrivé, le manteau fit partout la plus profonde impression et un suivant de l'archevêque de Mayence crut que Charles avait éclipsé jusqu'à Perceval lui-même. Même une averse ne put contraindre le duc à endosser un vêtement de pluie qui aurait recouvert le précieux habit. Il l'interdit aussi à sa suite tandis que les impériaux revêtaient leurs manteaux²².

Au-delà de toute l'admiration que le Bourguignon provoqua par son faste ostentatoire, c'est l'aversion qui prédomina du côté des participants décisifs de Trèves. Les envoyés brandebourgeois parlèrent de la «stupeur» de l'empereur et des princes, un autre témoin raconte que l'empereur ne pouvait détacher ses regards des atours et des bijoux du duc, regards où la fascination le disputait vraisemblablement à l'envie²³.

Il est permis de supposer que, par son apparat, le duc ne voulait rien moins qu'anticiper sur la dignité royale à laquelle il aspirait. On peut le déduire à partir de détails qui peuvent être interprétés comme autant d'atteintes aux prérogatives des princes électeurs et qui, comme c'est attesté, ont aussi été compris comme telles. Les envoyés brandebourgeois et le vassal de Mayence rapportent autant les uns que les autres, que Charles portait sur son manteau

²² Pour les quittances individuelles conservées dans les ADN Lille, voir EHM, *Burgund und das Reich* (voir n. 7), p. 149–154. Pour Gerard Loyet, voir Hugo VAN DER VELDEN, *The Donor's Image. Gerard Loyet and the votive portraits of Charles the Bold*, Turnhout 2000, p. 16–17, 59–60, 315–316. Voir aussi Werner PARAVICINI, *Die zwölf »Magnificences« Karls des Kühnen*, dans: Gerd ALTHOFF (dir.), *Formen und Funktionen öffentlicher Kommunikation im Mittelalter*, Stuttgart 2001 (Vorträge und Forschungen, 51), p. 339, 347–354.

²³ Friedrich PRIEBATSCH (dir.), *Politische Correspondenz des Kurfürsten Albrecht Achilles*, vol. 1: 1470–1474, Leipzig 1894, n° 705, p. 580.

doublé d'hermine un col de même nature qui était plus long que le col de l'habit des princes électeurs, à savoir jusqu'au milieu du dos²⁴. On ne peut prouver indubitablement que le duc ait voulu se positionner consciemment au-dessus des princes électeurs. Toutefois, si on considère la préséance par rapport aux princes d'Empire, sans cesse exigée et parfois obtenue de la part des Bourguignons, lors de conciles et de diètes impériales, et ce, pour la dernière fois à Ratisbonne en 1471, il ne semble pas invraisemblable de penser que, dans le cas présent, il ait aussi agi de manière délibérée.

Dans la décoration des lieux, Charles a également mis en scène ses objectifs politiques avec conséquence. Le programme iconographique des tapisseries qu'il fit suspendre dans la salle, le réfectoire et l'église de Saint-Maximin, reflétait ses ambitions par des thèmes impériaux tels que les hauts faits d'Alexandre le Grand, l'histoire de Troie et bien sûr de Jason et la Toison d'or. La multiple évocation de ces tapisseries dans des sources d'origine allemande prouve que les ambitions impériales avaient bien été saisies²⁵.

Ces ambitions et la négligence des prérogatives des princes électeurs ont pu être observées à plusieurs reprises au cours du cérémonial. Déjà la première rencontre entre l'empereur et le duc annonçait les efforts de Charles pour mettre en relief la préséance de l'empereur par toutes les expressions de déférence imaginables. Cette déférence démonstrative visait en premier lieu à mettre l'empereur en de bonnes dispositions pour les négociations à venir. Mais par son caractère exclusif, elle augmentait aussi la distance prise par rapport aux princes électeurs dont la voix au chapitre dans la nomination d'un roi des Romains aussi bien que leur préséance cérémonielle furent largement ignorées par Charles et aussi par Frédéric III.

Lors de la première entrée dans la ville et certaines visites qui suivirent, les princes électeurs durent se contenter du second rang, et lors des messes à Saint-Maximin, ils durent céder au duc la place d'honneur auprès de l'empereur. Au cours du festin offert par Charles, la distribution des places répondait, certes, plutôt aux règles en vigueur dans l'Empire puisque les archevêques de Mayence et de Trèves étaient assis à la droite de l'empereur. Mais les envoyés du margrave de Brandebourg, eux, n'étaient pas du tout placés à table en fonction de l'importance de leur maître. Du fait que, en plus, les archevêques occupaient la place d'honneur à la droite de l'empereur, en compagnie de l'évêque de Liège, il est permis de supposer qu'ils le devaient plus à leur dignité ecclésiastique qu'à leur fonction de princes électeurs²⁶.

²⁴ *[H]at angehabt ein gulden stück in mantels wies vor offen bis uff die erden und mit hermelein gefüttert und hat ein umbgeslagen goller mit hermelein, das in deckt bis mitten in den rückke und lenger dann die kurfürstenkappen gieng.* Voir EHM, *Burgund und das Reich* (voir n. 7), p. 154.

²⁵ *Ibid.*, p. 155–158.

²⁶ *Ibid.*, p. 158–162.

Plusieurs informations indépendantes semblent en outre indiquer que, du côté bourguignon, on ait voulu s'approprier, en vue d'une légitimation, certaines parties du cérémonial du couronnement romain-germanique, Charles fit célébrer la messe à laquelle il assista avec l'empereur le 7 octobre en tant que messe de l'Esprit-Saint. En outre, sur l'ordre du duc, son argentier versa, le jour de la concession du fief de Gueldre des sommes assez importantes aux serviteurs de l'empereur pour leur droit comme il est écrit dans les comptes. Dans le même ordre d'idée, on trouve l'annonce selon laquelle Peter von Hagenbach a offert aux huissiers et palefreniers de l'empereur 2000 florins, aussi pour leur droit. Il s'agissait vraisemblablement ici, dans cette reconnaissance du droit à dépouiller le souverain, d'une sorte de largesse sous forme d'avance sur ce qu'ils étaient en droit d'attendre à l'occasion du couronnement royal dans un futur proche, le 6 novembre puis le 20 novembre²⁷.

Sur cette toile de fond, on récapitulera brièvement quelles étapes des négociations furent accompagnées des circonstances décrites.

En premier lieu, on citera le traité du 4 novembre qui jetait les bases d'un royaume de Bourgogne. Charles et ses descendants devaient être élevés au rang de rois de Bourgogne et/ou de Frise et le nouveau royaume devait englober toutes les provinces, principautés et seigneuries que le duc tenait déjà de l'Empire ou sur lesquelles il détenait des droits, ainsi que celles qui étaient incluses dans son territoire. En outre, il était prévu d'intégrer les possessions des ducs de Clèves, de Lorraine et de Savoie ainsi que les évêchés d'Utrecht, de Liège, Cambrai, Toul et Verdun. Pour ce royaume, le duc et ses héritiers devaient jurer hommage et fidélité à l'empereur et ses successeurs, et en recevoir l'investiture. En échange, Charles devrait, lorsqu'il vivrait en paix avec le roi de France, mettre à la disposition de l'empereur des troupes allant jusqu'à 10 000 hommes²⁸.

Il n'est pas précisé comment on pensait se comporter vis-à-vis des princes et des sujets immédiats des régions concernées par le traité. Gueldre venait d'être conquis, Clèves était l'allié le plus proche des Bourguignons dans l'Empire, la Savoie était sous la régence de la duchesse Yolande, très proche fidèle de Charles, et il ne s'était écoulé que tout juste trois semaines depuis la conclusion d'un accord avec le duc René de Lorraine. Dans cette situation, le duc pensait visiblement pouvoir refouler les personnes citées dans une position de médiateurs.

²⁷ Achim Th. HACK, *Das Empfangszeremoniell bei mittelalterlichen Papst-Kaiser-Treffen*, Cologne 1998 (*Forschungen zur Kaiser- und Papstgeschichte des Mittelalters*, 18), p. 141; Bernard GUENÉE, François LEHOUX, *Les Entrées royales françaises de 1328 à 1525*, Paris 1968, p. 23–24; EHM, *Burgund und das Reich* (voir n. 7), p. 162–164.

²⁸ Le texte du traité dans: Henri STEIN, *Un diplomate bourguignon du XV^e siècle*, Antoine Haneron, dans: *Bibliothèque de l'École des chartes* 98 (1937), p. 339–341.

Il ne manquait que l'accord des princes électeurs. Ces derniers se considéraient de plus en plus comme les défenseurs des intérêts de l'Empire, mais tout en poursuivant des objectifs politiques personnels. La conférence de Trèves se trouva ainsi placée sous le signe du dualisme grandissant entre empereur et membres immédiats de l'Empire. On voit clairement se dessiner le conflit – typique pour la formation de la diète impériale – entre l'intention de l'empereur de tenir à Trèves une assemblée aulique traditionnelle, légitimée par l'autorité du souverain, et l'esprit corporatiste de la convention électrice qui donnait droit aux princes électeurs à avoir, en bloc, voix au chapitre dans les discussions et les décisions concernant les affaires de l'Empire²⁹.

Trèves illustre donc les difficultés qui découlaient du fait que, même encore au Haut Moyen Âge, «il n'y avait, en ce qui concernait la royauté, que des institutions auliques, mais pas de l'empire» (Peter Moraw)³⁰. Date, choix des participants et modalités des négociations, tout était laissé à la discrétion de l'empereur. Ce dernier voyait en Trèves une diète aulique élargie qui rassemblait autour de lui à titre consultatif les princes électeurs et autres princes qui lui étaient fidèles tandis qu'il se réservait les décisions.

Ni l'empereur ni les princes électeurs ne pouvaient ni ne voulaient tracer de délimitation consciente entre les intérêts dynastiques de la maison impériale et un intérêt de l'Empire qui en aurait été indépendant. On peut le relever dans les notes prises par le clerc de la suite de l'archevêque de Mayence qui résumait avec justesse l'idée que se faisaient les princes électeurs d'eux-mêmes et la signification politique du cérémonial. À l'en croire, le fait que, lors des manifestations publiques, on pouvait observer une égalité, voire une supériorité du Bourguignon par rapport aux princes électeurs, était en contradiction avec les dispositions du sixième chapitre de la Bulle d'or. Celle-ci précisait que, lors d'une diète aulique, la place située directement derrière le souverain revenait aux princes électeurs, sans considération de la présence de tout autre prince quel qu'il fût. Le clerc en concluait donc qu'à Trèves, il ne pouvait s'agir d'une manifestation de l'Empire mais d'un honneur rendu personnellement par l'empereur au duc et que, donc, il n'y serait pas négocié d'affaires concernant l'Empire³¹.

Ceci correspond aux observations de Moraw et Schubert selon lesquelles les princes électeurs, jusqu'à la fin du XV^e siècle, composaient «fonctionnellement la diète impériale à eux seuls», et la curie des princes électeurs qui se formait réclamait «prérogative et droit de consensus» dans les décisions de

²⁹ EHM, *Burgund und das Reich* (voir n. 7), p. 174–182.

³⁰ Peter MORAW, *Versuch über die Entstehung des Reichstags*, dans: Hermann WEBER (dir.), *Politische Ordnungen und soziale Kräfte im Alten Reich*, Wiesbaden 1980, p. 223.

³¹ Ludwig BERTALOT, *Ein neuer Bericht über die Zusammenkunft Friedrichs III. und Karls des Kühnen zu Trier 1473*, dans: *Westdeutsche Zeitschrift für Geschichte und Kunst* 30 (1911), p. 424.

l'empereur. La convention électrice de Bingen en 1424 avait établi que les princes électeurs en cas de menace concernant l'Empire agiraient d'un commun accord. Au titre de ces menaces, on comptait les tentatives de personnes non autorisées de s'accaparer de l'Empire, en tout ou partie, par un vicariat ou de quelque manière que ce soit. On pouvait assurément y rattacher les menées visant à faire de Charles le roi des Romains ou un vicaire de l'Empire ou encore à instituer un royaume bourguignon en sol impérial³².

Entre également dans ce cadre le renvoi des princes électeurs à la future diète impériale d'Augsbourg et à la convention électrice avec lesquelles ils se retranchaient derrière des institutions établies ou en cours de formation. Ils se saisissaient ainsi de la possibilité de mettre autant de bâtons dans les roues que possible à un élargissement de la puissance de la Bourgogne, et par là même aussi de celle de l'empereur, élargissement qui contrecarrait foncièrement leurs intérêts, et le tout, sans pour autant prêter le flanc à d'éventuelles réactions de l'empereur ou du duc. Albrecht Achilles en donnait une appréciation réaliste lorsqu'il écrivait que la chance des princes électeurs se trouvait dans le souhait surprenant du duc d'obtenir l'accord des princes électeurs: »le duc aimerait bien avoir l'accord des princes électeurs, et il y tenait fermement, et comme nous le pensons, il va agir exactement comme nous l'ont indiqué nos conseillers«³³.

D'un autre côté, l'empereur a dû espérer pouvoir, une fois conclue une entente avec le Bourguignon, faire front à toute résistance au sein de l'Empire. Lorsque les princes électeurs refusèrent leur accord le 6 novembre, il en référa à sa fonction d'avoué de l'Église et de protecteur de la chrétienté en motivant le couronnement de Charles par le secours que l'on pouvait en attendre contre les Turcs. Pour concrétiser les faits le plus vite possible, il annonça le couronnement pour le 10 ou le 11 novembre et exigea la présence des princes électeurs³⁴.

Pourquoi le duc ne fit-il plus confiance à la démarche de l'empereur justement à ce moment-là, on ne peut le discerner clairement. Beaucoup laisse à penser qu'il avait toujours l'objectif de la dignité impériale présente à l'esprit et il ne voulait donc pas irrémédiablement offenser les princes électeurs. Peut-être lui-même et ses conseillers ont-ils, à cet instant, pris conscience de ce que

³² MORAW, Entstehung des Reichstags (voir n. 30), p. 228–235; Ernst SCHUBERT, Die Stellung der Kurfürsten in der spätmittelalterlichen Reichsverfassung, dans: Jahrbuch für westdeutsche Landesgeschichte 1 (1975), p. 123; Thomas M. MARTIN, Auf dem Weg zum Reichstag 1314–1410, Göttingen 1993 (Schriftenreihe der Historischen Kommission bei der Bayerischen Akademie der Wissenschaften, 44), p. 206–207; EHM, Burgund und das Reich (voir n. 7), p. 176–178.

³³ *[D]och het der herzog die verwilligung der churfürsten gern, und ist hart darnach gestanden, und als wir uns vermuten, treffenlich ton wurd, als uns durch unser rete angezeigt würd.* PRIEBATSCH (dir.), Politische Correspondenz (voir n. 23), n° 729, p. 594.

³⁴ EHM, Burgund und das Reich (voir n. 7), p. 183sq.

même la puissance bourguignonne n'obtiendrait rien contre la résistance unie des principaux membres de l'Empire. Mais on se pose avant tout la question de savoir pourquoi Charles a seulement pensé à ce moment-là, donc si tardivement, à rechercher l'accord des électeurs du roi. Son comportement sûr de lui face aux princes électeurs dans la première semaine de la conférence indique que c'est seulement au cours des négociations qu'il a compris, d'abord, leur importance pour sa propre candidature au titre de roi des Romains, et surtout leur autonomie politique. Cette thèse est corroborée par l'observation déjà exposée plus haut selon laquelle Charles avait totalement négligé de s'assurer, avant la conférence de Trèves, l'appui d'un prince électeur proche de l'empereur.

Quant à savoir si le duc est le seul à blâmer pour ces impairs, il est aujourd'hui impossible d'en juger. Au sein du conseil bourguignon restreint de Trèves se trouvaient tout de même, avec Antoine Haneron et Peter von Hagenbach, deux des serviteurs du duc les plus versés dans les affaires de l'Empire. En tout cas, lorsque Charles manifesta enfin un peu de discernement sur ce point, les intéressés avaient déjà été bernés et l'empereur s'était déjà avancé à un tel point qu'il ne pouvait plus faire machine arrière. De même, les arrogances cérémonielles de Charles étaient, de notre point de vue actuel, des provocations superflues du fait qu'elles abaissaient inutilement les princes électeurs dans leurs prérogatives. Certes, on ne doit pas surestimer le rapport entre cérémonial et réussite des négociations mais les sources ne parlent pas non plus d'une tactique prévoyante de la part des Bourguignons.

S'agissait-il alors en ce qui concernait les relations entre empereur, princes d'Empire et Bourgogne de relations extérieures? Sur ce point, à ce qu'il me semble, on discerne très clairement que, justement à Trèves, on aurait dû redéfinir les frontières entre intérieur et extérieur. Le duc voulait être encore plus étroitement »apparenté« à l'Empire, comme l'écrivait une source contemporaine. Mais les princes électeurs n'acceptaient pas ce nouveau tracé de frontière puisqu'il aurait miné la définition de l'Empire en tant qu'entité reposant essentiellement sur leurs épaules à eux. La Bourgogne était en-dehors, elle était ressentie comme étrangère et se comportait aussi comme telle. Personne ne sut mieux l'exprimer qu'Albrecht Achilles lorsqu'il constatait que l'empereur ne devait pas être un »non-Allemand«³⁵.

³⁵ Franz PALACKY (dir.), *Urkundliche Beiträge zur Geschichte Böhmens und seiner Nachbarländer im Zeitalter Georgs von Podiebrad (1450–1471)*, Vienne 1860, n° 478, p. 567. Dans le même sens s'exprimait l'ambassadeur de la Bohême, Span von Barnstein, dans une lettre à Albrecht Achilles: si l'empereur faisait du Bourguignon le roi des Romains, cela signifierait la destruction de l'Empire et du duché d'Albrecht (*das sollichs ein zerstorunge des Romischen richs und uwer* [i.e. Albrechts] *furstenthumben wer*). Adolf BACHMANN (dir.), *Urkunden und Aktenstücke zur österreichischen Geschichte im Zeitalter Kaiser Friedrichs III. und König Georgs von Böhmen (1440–1471)*, Vienne 1879, n° 365, p. 486.